

JOC Brésil-JOC Wallonie-Bruxelles: même combat pour les jeunes?

IMPRESSIONS DE VOYAGE

PAR FLORENCE ANTHONIS,
PERMANENTE JOC CHARLEROI

Du 17 au 29 janvier 2016, Solidarité Mondiale a organisé, dans le cadre de sa campagne «Protection sociale pour tous», un voyage d'immersion dans ce pays si inégalitaire qu'est le Brésil. Des représentants des différentes organisations du MOC, dont une représentante des JOC de Charleroi, ont rencontré de nombreux partenaires, dont la JOC de São Paulo et de João Pessoa.

UN MOUVEMENT SIMILAIRE

Nous sommes le deuxième jour de notre voyage au Brésil et nous allons rencontrer la JOC de Sao Paulo. J'attends ce rendez-vous depuis mon arrivée. Cachée derrière quelques arbres, je découvre une grande maison, le bâtiment national de la JOC, dont les murs sont décorés de photos et d'affiches sur des thématiques comme l'anti-racisme ou l'anti-sexisme. On dirait un peu mon bureau de Charleroi. Nous sommes accueillis par Guilherme, permanent national en charge de Sao Paulo et de ses environs, qui nous explique le fonctionnement de l'organisation au Brésil. Première différence avec la JOC belge, le nombre de permanents et leurs tâches. En effet, ils ne sont que trois pour couvrir tout le Brésil et ils s'occupent à la fois de la coordination du mouvement et des groupes de base. En comparaison, la Belgique francophone compte douze permanents régionaux et quatre permanents nationaux.

Alors que Guilherme présente leur fonctionnement, nous constatons que nous nous rejoignons sur la méthode de travail. En effet, cette dernière n'a changé pour personne: c'est toujours le Voir-Juger-Agir qui est utilisé dans nos pays res-

pectifs. Pour les JOC, la méthode mise en œuvre par Cardijn se traduit de la manière suivante: le voir: c'est le ressenti des jeunes, nous partons de nos propres réalités; le juger: nous imaginons la société dans laquelle nous voulons vivre; l'agir: nous mettons en place des actions pour changer nos réalités et notre société.

DES ACTIONS CITOYENNES ET SOLIDAIRES

Guilherme nous explique ensuite les différentes actions menées avec les jeunes. Il porte d'ailleurs un t-shirt de promotion de l'une d'entre elles sur la consommation responsable.

Cette année, son cheval de bataille est de trouver une solution au programme «Minha casa minha vida» mis en place par le Gouvernement. Sur le papier, ce programme, qui propose que tous les Brésiliens puissent acquérir une maison, semble très bien mais, lorsqu'on l'analyse, on y découvre des vices cachés: les prix ont été alignés sur ceux du marché par les membres du Gouvernement. Pour la JOC brésilienne, un toit décent à un prix accessible doit être mis à la disposition de tous. Ce projet me rappelle un projet sur lequel nous travaillons, aux JOC Wallonie-Bruxelles.

Les JOC brésiliens mènent d'autres actions et des campagnes avec les jeunes, notamment sur les conditions de travail des jeunes et sur le sexisme, ainsi que pour lutter contre les discriminations ou pour une plus grande participation politique et citoyenne. Guilherme nous parle surtout de la campagne sur la Consommation responsable réalisée l'année dernière, qui visait à dénoncer «le consumérisme ambiant qui, en favorisant les achats compulsifs induits par la publicité, les effets de modes et la nécessité de s'intégrer socialement, entraîne la destruction des ressources natu-

relles, la production de déchets et le réchauffement climatique».

Cette rencontre, trop courte, se poursuit heureusement le soir où, de manière plus informelle, nous discutons de la JOC Internationale, ce mouvement qui nous unit, mais également du changement de nom des JOC de Wallonie et de Bruxelles. Ce changement de nom est issu d'une volonté des jeunes du mouvement qui avaient des difficultés à se reconnaître dans celui-ci. Après plus de deux années de réflexion et de pourparlers, un nouveau nom, Les Jeunes Organisés et Combatifs, a été adopté.

LA JOC DANS LE NORDESTE

Quelques jours plus tard, le vendredi 22 janvier, changement de décor: nous sommes dans le Nordeste brésilien. Après quelques heures d'avion et de car, nous sommes accueillis par les jeunes de la JOC dans une favela près de João Pessoa. C'est à Ximino, quartier pauvre de la ville, qu'un groupe de base et leur permanent, Josenaldo, nous ont ouvert les portes d'une maison qui leur est prêtée pour développer leurs activités. Ils ont appelé ce lieu la «communauté de Ximino». A João Pessoa, comme ailleurs au Brésil, la réflexion sur une autre économie est centrale pour les Jocistes. C'est pourquoi ils travaillent beaucoup sur des projets d'initiatives d'économie solidaire, qu'ils considèrent être une réelle alternative au travail dans une logique capitaliste. Dans la capitale de l'État du Paraíba, les JOC ont aussi développé un projet d'économie solidaire avec les jeunes, autour de la fabrication de produits ménagers. Cette initiative a été lancée pour apporter un travail décent aux jeunes participants. En partenariat avec une ONG locale, ils fabriquent environ 500 litres de produit ménagers par mois: eau de javel, produit de vaisselle, adoucissant et désinfectant. Dans la communauté, beaucoup de femmes travaillent comme femmes de ménage. C'est pour cela que l'idée des produits d'entretien a été initiée. Après avoir suivi une formation sur l'économie solidaire et sur les moyens de production possibles pour fabriquer les produits, ils se sont lancés.

Depuis 2006, la communauté de Ximino voit ainsi passer la brouette de produits d'entretien livrés à domicile par les jeunes. Ils ont également des dépôts de vente dans des commerces locaux. Cependant, ils ne peuvent pas vendre leurs produits au-delà de leur communauté, car ils devraient alors officialiser leur production, ce qui représenterait un coût important et, en plus, ils devraient se transformer en une entreprise ou une



coopérative, ce qui leur impose d'avoir un président, un trésorier et un secrétaire. Or, ils veulent l'égalité entre tous les jeunes et revendiquent l'absence de patronat.

L'autre problème rencontré par le groupe est leur turn-over important au sein de l'association. C'est, en effet, déjà la quatrième génération de jeunes qui produisent des produits en 10 ans. Comme les recettes des ventes sont insuffisantes, les jeunes finissent par devoir trouver un emploi mieux rémunéré. L'argent gagné ne leur sert que pour les transports qu'ils prennent pour venir jusqu'à la maison communautaire et, de temps à autre, pour aller manger tous ensemble. Pour essayer de redynamiser leur petite entreprise, ils sont en train de réaliser une étude pour cerner les besoins de la communauté, en termes de produits ménagers.

DES GROUPES DE BASE SOUDÉS ET ACTIFS, À XIMINO COMME À CHARLEROI

Ce qui m'a frappée lors de cette rencontre, c'est la façon dont les jeunes JOC s'intègrent en groupe dans une communauté. Comme en Belgique, on peut remarquer que le groupe est soudé autour de l'envie de changer le monde et cela, malgré leurs différences. Ils sont également unis au sein de leur quartier et en harmonie avec la communauté de Ximino. Dans certains quartiers de Charleroi, il est plus difficile de faire de l'intergénérationnel et, très souvent, deux dynamiques coexistent dans un même quartier: celle des jeunes et celle des aînés. Je garderai de ces deux rencontres un excellent souvenir. L'accueil des permanents aussi bien que celui des jeunes étaient très chaleureux. Nos discussions

informelles étaient très enrichissantes. Bien que leurs réalités soient très différentes, elles rejoignent finalement les nôtres. C'est toujours dans un objectif et une quête de lutte contre le sexisme, le racisme et le capitalisme que les Jocistes unissent leurs forces. Cette nouvelle solidarité belgo-brésilienne sera poursuivie en septembre lors du Conseil mondial de la JOC Internationale. Une nouvelle aventure jociste où l'on agit en mouvement, du Nord au Sud. ■

SITE DE LA JOC BRÉSILIENNE:

WWW.JOCBRASIL.ORG.BR

L'économie collaborative



L'économie collaborative, une alternative au capitalisme?

En mars 2015, l'économie collaborative était au cœur de la journée d'étude politique du CIEP. Au même moment, les taximen bruxellois partaient en grève pour protester contre le développement de Uber, la plate-forme de chauffeurs de taxis «collaborative», montrant ainsi que l'économie collaborative cristallise des tensions et ne laisse pas indifférent. Un an après, il apparaît clairement que le sujet est toujours d'actualité et mérite d'être analysé en profondeur, sans se laisser emporter par les jugements à l'emporte-pièce.

En effet, de nombreuses initiatives existent et il n'est guère facile de faire le tri entre les entreprises marchandes, qui fonctionnent somme toute comme des entreprises classiques, et les initiatives portées par les citoyens-nes désireux de mettre en place d'autres modes de fonctionnement. L'exposé introductif d'Eric Luyckx montre cette grande diversité mais également met en évidence l'importance de la redistribution de la plus-value de l'activité menée ainsi que la forme prise par la gouvernance au sein de ces initiatives. Ces deux aspects sont développés par Philippe De Leener et Sébastien Cassart dans leur article. Philippe De Leener rappelle les trois grandes fonctions de l'économie, indispensables à se remettre en mémoire: produire, accumuler et redistribuer la richesse produite. Il souligne l'importance de mettre

en œuvre une économie collaborative qui soit réellement alternative. Selon lui, cela ne peut se faire, entre autres, que si l'on collabore pour expérimenter du neuf, inventer des communs et expérimenter «l'interconnectivité généralisée». Il insiste également sur l'urgence de «réinventer la démocratie et reprendre la main sur les questions de régulation». A sa suite, Sébastien Cassart fait le lien entre l'économie collaborative et l'économie sociale et montre les différentes formes prises par les entreprises sociales. Il liste une série de balises pour qu'une économie collaborative soit réellement sociale: proximité, mission sociale mobilisatrice et porteuse d'intérêt collectif et gouvernance participative. Si les initiatives d'économie collaborative suscitent autant de critiques, c'est notamment parce qu'elles ne sont pas ou peu régulées. La plupart ne contribuent pas aux mécanismes de solidarité (sécurité sociale, fiscalité) et ne garantissent pas toujours une protection adéquate, que ce soit aux producteurs, prestataires de services ou travailleurs, ou aux utilisateurs consommateurs. La qualité et la sécurité des prestations, le rapport à la vie privée et au territoire, la monétarisation des rapports collaboratifs, sont autant d'autres enjeux qu'il convient de prendre en compte selon Lisa Isnard. Cette dernière pointe la nécessité d'arriver à

réguler en respectant les secteurs existant tout en ne «bridant» pas la créativité et l'initiative citoyenne. De son côté, Benoit Dassy met en avant la nécessité de réguler les différentes initiatives d'économie collaborative pour trois raisons. D'une part, pour garantir aux consommateurs/utilisateurs une sécurité et une bonne qualité des services et produits mais également pour protéger les travailleurs en leur garantissant un statut, une protection et des droits sociaux convenables. Il est également nécessaire de réguler pour la société, afin de garantir la solidarité, l'innovation sociale et la collaboration citoyenne basées sur d'autres paradigmes économiques.

Enfin, la conclusion souligne l'importance de porter un regard critique sur ces initiatives, tout en étant attentifs à ce qu'elles soient de réelles alternatives, renforçant l'agir, l'émancipation et la participation des citoyens-nes à ces actions. Pour Myriam Djegham du MOC, il est indispensable de retrouver du pouvoir sur nos vies sans s'aliéner dans une supposée collaboration horizontale mais en construisant un autre modèle économique, réellement démocratique et clairement alternatif au capitalisme. Christian Kunsch conclut en insistant sur la nécessité pour le MOC de soutenir l'engagement des citoyens-nes dans la construction d'alternatives solidaires mais également dans la résistance au détricotage des mécanismes solidaires. ■

L'ÉCONOMIE COLLABORATIVE. ACTES DE LA JOURNÉE D'ÉTUDES DU CIEP, BRUXELLES, ED. CIEP, 2015 (COLLE. CAHIERS DU CIEP, N° 19). ACCESSIBLE GRATUITEMENT EN PDF SUR [HTTP://CIEP.BE/IMAGES/PUBLICATIONS/CAHIERCIEP/CAH.CIEP19.PDF](http://CIEP.BE/IMAGES/PUBLICATIONS/CAHIERCIEP/CAH.CIEP19.PDF)